



## Arrêt

**n° 192 678 du 28 septembre 2017  
dans l'affaire X / III**

**En cause : 1. X**

**Ayant élu domicile : au X**

**Contre :**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la  
Simplification administrative**

### **LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III<sup>ème</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 9 février 2016 , en leur nom personnel et au nom de leurs enfants mineurs, par X et X, qui déclarent être de nationalité kosovare, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de refus de prolongation de l'ordre de quitter le territoire, pris le 12 janvier 2016.

Vu le titre I<sup>er</sup> bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 22 novembre 2016 convoquant les parties à l'audience du 16 décembre 2016.

Entendu, en son rapport, B. VERDICKT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. DE BROUWER loco Me M. ALIE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me D. STEINIER loco Mes D. MATRAY et C. PIRONT, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause**

1.1 Les parties requérantes ont déclaré être arrivées en Belgique le 18 janvier 2014 et ont introduit des demandes d'asile auprès des autorités belges le 20 janvier 2014. Ces procédures se sont clôturées par deux décisions de refus de prise en considération d'une demande d'asile dans le chef d'un ressortissant de pays d'origine sûr, prises par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides le 13 février 2014 et confirmées par un arrêt du Conseil du contentieux des étrangers (ci-après : le Conseil) n° 153 589 du 29 septembre 2015.

1.2. Le 19 février 2014, les parties requérantes ont, chacune en ce qui la concerne, fait l'objet de deux ordres de quitter le territoire – demandeur d'asile (annexe 13<sup>quienes</sup>). Par deux arrêts n°s 171 226 et 171 227 du 5 juillet 2016, le Conseil a rejeté les recours introduits à l'encontre de ces décisions.

1.3. Le 16 mars 2015, les parties requérantes ont introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur le territoire du Royaume sur la base de l'article 9<sup>ter</sup> de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980) en raison de l'état de santé de la première partie requérante.

Cette demande a été rejetée en date du 4 mai 2015. Par un arrêt n° 156 959 du 25 novembre 2015, le Conseil a annulé cette décision.

1.4. Le 23 octobre 2015, la seconde partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9<sup>ter</sup> de la loi du 15 décembre 1980.

Cette demande a été rejetée en date du 19 novembre 2015 et la seconde partie requérante a fait l'objet d'un ordre de quitter le territoire (annexe 13). Par un arrêt n° 192 670 du 28 septembre 2017, le Conseil a annulé ces décisions (rôle n° X)

1.5. Le 24 novembre 2015, la première partie requérante a fait l'objet d'un ordre de quitter le territoire (annexe 13). Par un arrêt n° 192 677 du 28 septembre 2017 (rôle n° 184 312), le Conseil a annulé cette décision.

1.6. Le 22 décembre 2015, les parties requérantes introduisent une demande de prolongation des ordres de quitter le territoire du 19 février 2014 . Le 12 janvier 2016, la partie défenderesse prend l'acte attaqué qui est motivée comme suit :

*« Par la présente, je vous informe qu'une suite favorable n'a pu être accordée à votre demande de prolongation d'un ordre de quitter le territoire.*

Motif:

*Suite à un Arrêt du CCE daté du 25 11 2015, la situation de séjour de l'intéressé va être réexaminée. De plus amples informations vous parviendront ultérieurement par le service compétent ».*

## **2. Objet du recours**

2.1. Les parties requérantes indiquent avoir introduit une demande de prolongation d'un ordre de quitter le territoire le 22 décembre 2015 et postulent l'annulation du refus de leur octroyer un délai supplémentaire pour quitter le territoire du 12 janvier 2016.

2.2. La partie défenderesse, dans sa note d'observations, soulève l'irrecevabilité du recours en avançant qu' « Il ne s'agit donc pas d'une décision administrative susceptible de recours mais d'un simple courrier constatant qu'une demande de séjour de la partie requérante introduite sur base de l'article 9 ter de la loi est à nouveau pendante vu l'arrêt d'annulation de Votre Conseil, que la situation de la partie requérante va être réexaminée et qu'il n'y a donc pas lieu de prolonger l'ordre de quitter le territoire ».

2.3. Le Conseil observe que par ce courrier, la partie défenderesse a informé des raisons pour lesquelles elle refusait d'octroyer un délai supplémentaire aux parties requérantes pour l'exécution des ordres de quitter le territoire- demandeur d'asile pris le 19 février 2014.

Le Conseil rappelle toutefois que le refus d'octroi, par la partie défenderesse, d'un délai pour quitter le territoire est une mesure de pure exécution des ordres de quitter le territoire initiaux et ne constitue pas un acte susceptible de recours (dans le même sens, C.E., arrêts n°50.382 du 24 novembre 1994, n°63.104 du 18 novembre 1996 et n°63.704 du 19 décembre 1996). A cet égard, le Conseil rappelle que l'acte dit « d'exécution » est un acte qui ne fait rien d'autre que de mettre en œuvre un autre acte, sans rien lui ajouter, sans rien en préciser et qui n'a, en droit, pas d'existence autonome et n'est pas susceptible d'être attaqué (Michel LEROY, *Contentieux administratif*, Bruylant, 4<sup>ème</sup> éd., 2008, pages 278 et s.). Tel est le cas en l'espèce (voir arrêt du Conseil n° 35 938 du 15 décembre 2009).

Le Conseil considère par conséquent que l'acte attaqué n'est pas un acte susceptible de recours en annulation. Le recours est irrecevable.

## **3. Débats succincts**

3.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure le Conseil du Contentieux des Etrangers.

3.2. Le recours en annulation étant rejeté par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande en suspension.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique**

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-huit septembre deux mille dix-sept par :

Mme B. VERDICKT,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme A. KESTEMONT,	greffier.

Le greffier,	La présidente,
--------------	----------------

A. KESTEMONT

B. VERDICKT